

racisme Mercredi 22 avril 2009

La Suisse finit par condamner les propos du président iranien

Par Valérie de Graffenried

Dans un communiqué, le DFAE rejette «avec la plus grande fermeté» les propos «inacceptables» tenus par Mahmoud Ahmadinejad à Genève. Une réaction qui, pour Martine Brunschwig Graf, intervient trop tard.

Mahmoud Ahmadinejad a dérapé à Genève et la Suisse se tait! Plusieurs acteurs, le PLR suisse et le PDC genevois en tête, dénonçaient hier matin, offusqués, l'inaction du Conseil fédéral face aux nouveaux dérapages du président iranien.

Bien sûr, le président de la Confédération s'était montré ferme, dimanche, vis-à-vis de son homologue. Il a condamné ses propos récurrents sur l'Holocauste et rappelé le droit à l'existence d'Israël. Mais lundi, lorsque Mahmoud Ahmadinejad a une nouvelle fois qualifié Israël de «gouvernement totalement raciste» et parlé de la nécessité de «l'éradiquer», plus rien. La Suisse s'est tue.

Lundi soir, le Département fédéral des affaires étrangères (DFAE) a bien diffusé un communiqué. Mais pour dénoncer la réaction «excessive» d'Israël qui a rappelé son ambassadeur, pas pour condamner les dérapages de l'Iranien. Par peur de lui accorder trop d'importance, lui qui monopolise toutes les attentions et menace de prendre la conférence de Durban II en otage? Le PLR en tout cas s'en est offusqué. Et l'a fait savoir via un communiqué.

«Ban Ki-moon l'a fait»

Le parti attend de la Suisse qu'elle s'exprime publiquement pour condamner «vigoureusement» un tel dérapage. Et a invité le Conseil fédéral à se demander si la Suisse ne devrait pas renoncer à poursuivre les travaux de la conférence. Pour Martine Brunschwig Graf (PLR/GE), le fait que le DFAE ait critiqué Israël et pas les propos du président iranien est clairement «une faute». «On ne peut comprendre que la Suisse reste muette alors que le secrétaire général de l'ONU lui-même a critiqué le discours du président iranien.»

Le PDC genevois est tout aussi choqué. «Il est temps que le gouvernement fédéral se reprenne en main et fasse savoir à l'opinion publique si les propos tenus par ce «Monsieur» sur notre territoire ne doivent pas faire l'objet d'une condamnation officielle de la part de la Suisse», dénonce son président, Fabiano Forte.

Surprise mardi en milieu d'après-midi. Micheline Calmy-Rey est montée à la tribune de la conférence. Pour faire taire les critiques quant à la non-réaction de la Suisse et tenter d'apaiser les irritations israéliennes? La ministre des Affaires étrangères s'est surtout déplacée au Palais des Nations pour saluer l'adoption par consensus du document final, «qui contient des grands principes qui nous tiennent à cœur, la liberté d'expression, les droits des femmes», qui «rappelle l'Holocauste, tragédie du passé qui doit servir d'enseignement pour le futur, rejette l'esclavage et le colonialisme».

Micheline Calmy-Rey a fait allusion aux dérapages du président Ahmadinejad, mais sans le nommer directement. «Certains ont cru bon d'utiliser cette enceinte pour tenir des propos inacceptables, contraires à l'esprit et au but de cette conférence», a-t-elle dit, avant d'ajouter: «l'adoption du texte est une réponse appropriée». La ministre n'a probablement pas voulu jeter de l'huile sur le feu. Plutôt

que revenir sur la controverse, elle a voulu mettre en avant le fait que les Etats participants ont réussi à s'entendre sur un sujet aussi important que le racisme. «Pour moi, la conférence a commencé aujourd'hui», a-t-elle déclaré aux médias après son discours. Elle a aussi expliqué que l'ambassadeur Martinelli n'a, contrairement aux ambassadeurs européens, pas quitté la salle lundi pendant le discours du président iranien «parce que la Suisse n'est pas partisane de la chaise vide» et qu'elle «ne veut pas laisser le champ libre à d'autres».

Est-ce suffisant aux yeux de Martine Brunschwig Graf? «Certainement pas! Que vaut une résolution finale qu'acceptent de voter des pays qui ont applaudi lundi le président iranien? Comment ne pas être choquée par le fait que la Suisse ne soit capable de nommer l'Etat d'Israël que lorsqu'il s'agit de le critiquer et jamais pour le défendre? J'attends autre chose du gouvernement suisse», s'indigne-t-elle.

Avec la plus grande fermeté

Une nouvelle réaction est à venir. A 18h45, le DFAE finit par publier un communiqué. Il dit clairement que «la Suisse déplore l'utilisation de cette conférence, comme toute autre tribune, pour prononcer des paroles visant à diviser et à inciter à la haine», mais précise surtout que la Suisse «rejette avec la plus grande fermeté certains propos tenus par le président iranien dans le cadre de cette conférence». Plus loin, on y lit que «la remise en question directe ou indirecte de faits historiques irréfutables, sous le prétexte de la lutte contre le racisme, est inacceptable». Et que «l'effroyable souffrance engendrée par la Shoah doit nous inciter à combattre avec détermination toutes formes de racisme». Cette déclaration, tardive, va-t-elle apaiser les esprits? La question reste ouverte.

Pour Carlo Sommaruga (PS/GE), la position de la Suisse sur la teneur des propos de Mahmoud Ahmadinejad est «connue et claire» et «il n'était donc même pas nécessaire de «rappeler ce que Hans-Rudolf Merz a déjà dit».

«Je constate que le lobby pro-israélien est puissamment introduit dans le PLR. On y sent une volonté de poursuivre l'amalgame entre les déclarations d'un chef d'Etat et le contenu de la déclaration finale», dénonce-t-il. «Se retirer de la conférence serait non seulement pratiquer la politique de la chaise vide qui ne mène nulle part, mais délégitimer l'ONU au moment où, avec le retour actif des Etats-Unis en son sein, celle-ci va prendre plus d'importance».

LE TEMPS © 2009 Le Temps SA